

# Pour des élèves en meilleure santé

## Déclaration du groupe des Associations

Le suivi sanitaire des élèves est insuffisant dans notre pays. En effet, d'après les chiffres les plus récents, moins de la moitié des élèves concernés bénéficient effectivement à l'école des bilans médicaux prévus par la loi. Les causes de ce phénomène sont multiples : baisse continue des effectifs de médecine scolaire, accroissement des inégalités sociales et territoriales, manque de moyens mais aussi de coordination des différents acteurs...

Alors que l'école constitue pour de nombreux foyers et territoires la seule garantie d'un accès à la santé des enfants et à leur suivi, la médecine scolaire s'avère particulièrement importante en matière de dépistage et de prise en charge précoce d'élèves atteints de pathologies ou troubles divers. En effet, sans détection ni diagnostic, ces troubles ont de très fortes chances d'impacter la vie future de ces élèves, tant sur le plan social, affectif que professionnel. Comme proposée, la réponse globale pluridisciplinaire prend tout son sens, et joue un rôle majeur dans la réduction des inégalités sociales.

L'avis avance plusieurs solutions, auxquelles notre groupe adhère. La première concerne la formation des enseignants et du personnel médical sur les questions de prévention en santé. L'organisation et la mise en œuvre d'une politique éducative et sociale de santé, intégrée au projet d'école ou d'établissement, nous paraît à ce titre une très bonne voie.

Dans ce cadre, il nous semble essentiel de construire non seulement des partenariats solides avec les acteurs de la santé extérieurs à l'école, d'articuler leur activité avec le projet pédagogique, mais aussi d'élargir ce collectif. Parents d'élèves, collectivités territoriales et associations de proximité (sportives, culturelles, d'éducation populaire) sont autant d'acteurs indispensables pour tisser des liens utiles et durables à la santé et bien-être des enfants.

Aussi, par exemple, créer un environnement favorable, au sein d'un projet d'école ou d'établissement comme le PEDT, pour une pratique coordonnée école/associations sportives scolaires/clubs sportifs locaux serait un atout majeur permettant de lutter contre une sédentarité lourde de conséquences chez des enfants et adolescents. Au-delà de la dimension physiologique (lutte contre l'obésité), mentionnons également l'apprentissage en acte de valeurs comme le respect des autres, des règles, etc. Enfin, si ces communautés éducatives et de santé élargies fonctionnent ensemble, autour des élèves eux-mêmes, le caractère durable et pérenne de ces apprentissages s'en trouvera assuré pour une culture préventive utile à toute une société.

Enfin, évoquons l'importance de l'alimentation à l'école. Nous rappelons que la première nécessité est de proposer à chaque élève un repas sain et équilibré, à un prix accessible pour les familles. En outre, soulignons que nous sommes loin, à ce jour, de l'objectif de 20% d'ici 2020 de bio dans les cantines que fixait le Grenelle de l'Environnement en 2007. Pourtant, une très grande majorité des Français y est favorable, et cela aurait des avantages tant en termes de santé des élèves que de soutien à une agriculture biologique, plus respectueuse de l'environnement. Il manque à cet égard une volonté politique forte. Notre groupe a remercié les rapporteurs. Il a voté pour l'avis.